

cours de ses quatre années d'existence, l'Office a concentré ses efforts sur l'infrastructure, accordant des subventions aux provinces pour la mise en valeur des ressources d'énergie électrique, partageant les frais de construction de grandes routes modernes, construisant des réseaux de distribution d'eau à usage industriel, collaborant à l'aménagement de parcs et d'emplacements industriels, partageant les coûts d'installations de recherches postuniversitaires et industrielles et procurant d'autres services de base à l'industrie.

Les objectifs des travaux de l'Office dans le domaine de la planification sont de déceler le potentiel de chaque secteur de l'économie régionale; de recommander des politiques pour réaliser ce potentiel; d'intégrer les diverses études de secteur en un seul plan d'ensemble intrinsèquement cohérent, et de signaler la portée du plan sur l'emploi, le revenu et la population. Le plan servira de ligne directrice à l'Office pour ses recommandations au sujet de certains projets de développement et fournira un cadre grâce auquel d'autres organismes fédéraux et provinciaux pourront plus facilement établir des politiques de développement à long terme et les priorités inhérentes aux programmes particuliers. En indiquant les secteurs propices à l'investissement, le plan devrait également être d'un secours précieux à l'entreprise privée.

Dans l'exécution de son travail, l'Office collabore étroitement avec les gouvernements provinciaux ainsi qu'avec les autres ministères et organismes fédéraux. Bien qu'il n'existe aucune procédure officielle pour porter des projets à l'attention de l'Office, en pratique celui-ci consulte les gouvernements provinciaux intéressés avant de donner suite à des projets précis; des fonctionnaires sont désignés par chaque gouvernement pour maintenir la liaison avec l'Office. Des rapports de caractère moins officiel sont également assurés de diverses façons. En raison de l'intérêt unique qu'il porte à l'économie de la région atlantique, l'Office est fréquemment appelé à servir de coordonnateur dans des questions qui mettent en jeu plusieurs organismes fédéraux, provinciaux, municipaux et privés.

Au 31 mars 1967, on avait approuvé des projets évalués à \$98,714,000 et dépensé \$54,069,000 sur ce montant, ce qui laisse \$44,645,000 d'engagements échus. Ces projets sont les suivants:

<u>Projets</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Fonds</u>
	<u>approuvées</u>	<u>déboursés</u>
	\$	\$
<b>ÉNERGIE</b>		
Baie d'Espoir (T.-N.)—Aménagement hydro-électrique.....	20,000,000	19,000,000
Mactaquac (N.-B.)—Aménagement hydro-électrique.....	20,000,000	16,980,878
<i>Nova Scotia Power Commission</i> —Centrale thermo-électrique à Trenton (N.-É.).....	12,000,000	—
Câble de transport d'électricité reliant l'Île-du-Prince-Édouard et la terre ferme.....	4,300,000	25,000
Commission hydro-électrique de Terre-Neuve et du Labrador—conversion à 60 cycles.....	4,000,000	3,055,164
Maccan à Amherst (N.-É.)—subvention relative au coût d'une ligne de transport d'électricité.....	112,800	—
	<u>60,412,800</u>	<u>39,061,042</u>
<b>TRANSPORTS</b>		
Aide financière pour le réseau des grandes routes		
Province du Nouveau-Brunswick.....	3,000,000	3,000,000
Province de Terre-Neuve.....	3,000,000	3,000,000
Province de la Nouvelle-Écosse.....	3,000,000	1,362,762
Province de l'Île-du-Prince-Édouard.....	1,000,000	1,000,000
Aide financière pour le pavage de chemins d'accès à certains ports de pêche		
Province de l'Île-du-Prince-Édouard.....	675,000	410,817
	<u>10,675,000</u>	<u>8,773,579</u>